

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Herausgeber: Schweizer Heimatschutz
Band: 102 (2007)
Heft: 2

Artikel: Un pays sacrifié aux constructions? : Pourquoi nous soutenons l'initiative pour le paysage
Autor: Biéler, Philippe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-176210>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le développement territorial des dernières décennies et la progression fulgurante des surfaces construites ne correspondent pas aux objectifs du développement durable (photo ASPAN, Berne-Brünnen)

Die räumliche Entwicklung der letzten Jahrzehnte und die rasende Zunahme der überbauten Flächen entsprechen nicht den Zielen einer nachhaltigen Entwicklung (Bild VLP, Bern-Brünnen)

Pourquoi nous soutenons l'initiative pour le paysage

Un pays sacrifié aux constructions ?

Philippe Biéler, président de Patrimoine suisse, Maraçon (VD)

Quiconque reviendrait en Suisse après 30 ans d'absence n'en croirait pas ses yeux : le paysage a complètement changé. Les maisons et immeubles d'habitation, les entreprises, les infrastructures de transport et celles de loisirs ont poussé partout comme des champignons. Et cela ne s'arrête pas. Nous devons prendre les choses énergiquement en main : c'est le but de l'initiative populaire fédérale « Un territoire pour l'être humain et la nature » (Initiative pour le paysage) que lance Patrimoine suisse avec d'autres organisations.

Où peut-on encore, sur le Plateau, dans le Jura ou dans les vallées alpines, laisser errer son regard sans voir une agglomération galopante, une voie de communication assourdissante, un bâtiment industriel ou commercial, une suite de pylônes ou encore un faisceau de câbles de toutes sortes ? Et quels critères d'intégration paysagère, de bonne architecture et de construction de qualité applique-t-on encore ? Et pourtant la surface à bâtir n'est pas extensible ! Nous faisons comme si elle pouvait s'étendre d'un m² par seconde, que nous couvrons de goudron, de béton ou de pavés. Mais ce n'est pas le cas. Le terrain se raréfie.

L'étalement des constructions

Le sol est une ressource par définition non renouvelable. Le développement territorial qu'a connu la Suisse ces dernières décennies et cette progression fulgurante des surfaces construites ne correspondent pas aux objectifs du développement durable. L'étalement des constructions et le « mitage » des paysages portent atteinte à la nature, à l'environnement, mais aussi à l'économie : les infrastructures (de transport en particulier) et les équipements à réaliser sur de plus grandes distances sont en effet inefficaces et chers. Les surfaces agricoles utiles sont toujours plus restreintes. Le bétonnage des sols favorise les inondations. Et les êtres humains ne sont pas les seuls à l'étroit : les campagnes et la faune sauvage subissent également le morcellement du paysage.

En outre, la maison individuelle est une forme d'habitat qui présente un bilan particulièrement gourmand en énergie et en surface de sol. Du lac de Constance au Lac Léman, 12 000 nouvelles bâtisses surgissent de terre chaque année, constituant bientôt une immense « conurbation » ininterrompue ! Et St-Moritz, Grindelwald, Verbier ou Saas Fee sont devenus les quartiers décentralisés des agglomérations du Plateau. Fondé sur l'aspiration à disposer d'une surface habitable toujours plus vaste, spécialement dans des endroits éloignés des centres, le rêve de la maison individuelle tourne au cauchemar pour le paysage helvétique.

Le sol, un bien essentiel

L'une des causes de cette urbanisation anarchique réside dans les gigantesques intérêts économiques qui lui sont liés. Promoteurs immobiliers et spéculateurs fonciers en tirent profit. Rien qu'en 2003, 27 milliards de francs ont été consacrés en Suisse à la construction de bâtiments neufs. L'urbanisation étendue est d'ailleurs particulièrement intéressante pour ce secteur, parce qu'elle génère les coûts d'infrastructure les plus élevés. L'étalement urbain coûte cher non seulement à la nature et au paysage, mais aussi aux contribuables. Or le paysage, les lacs et les montagnes, les forêts et les champs ne devraient pas être considérés

comme de purs biens de consommation, commercialisables: ils constituent l'une des bases essentielles de la vie humaine.

Les changements intervenus ces 30-40 dernières années dans le paysage, l'occupation du territoire et la manière de construire sont tellement énormes qu'on peut s'étonner du peu de débat qu'ils suscitent! Et pourtant nous devons maintenant faire des choix décisifs afin que notre pays soit encore viable dans 20 ou 50 ans. Pour enrayer l'accroissement effréné de la consommation de cette ressource rare qu'est le sol, un changement radical du mode de pensée est nécessaire.

Nos chantiers pour l'avenir

Dans ses « Chantiers pour l'avenir » adoptés en 2005, Patrimoine suisse s'est engagé à « freiner et stopper la dispersion de la construction (mitage du territoire) » et à lutter pour concentrer de manière claire la construction dans les zones à bâtir ainsi que pour mettre un terme à la dérégulation de la protection du paysage. Notre association est en effet étroitement concernée par cette problématique de la disparition des paysages, de l'étalement urbain et de la mauvaise qualité de l'aménagement du territoire. Ses statuts précisent d'ailleurs à leur article 2 :

« Patrimoine suisse a pour but de protéger et de sauvegarder la Suisse en tant que cadre naturel de vie et de contribuer à son développement dans le respect de la dignité de l'homme et de son patrimoine naturel et culturel. Patrimoine suisse se donne en particulier pour buts :

1. de protéger les paysages, les lieux historiques, les monuments et les sites contre l'altération et la destruction,
2. d'intervenir en faveur d'un aménagement harmonieux du territoire (...),
4. de soutenir des efforts à buts analogues, dans les domaines de la protection du paysage, de la nature et de l'environnement (...). »

L'initiative pour le paysage

Le patrimoine de demain se joue aujourd'hui. La qualité du bâti dans lequel vivront nos enfants, l'environnement construit et naturel où ils évolueront, les paysages tels qu'ils les vivront, tout cela est au cœur de notre action. C'est pourquoi, le 31 mars dernier, le Comité central de Patrimoine suisse a décidé à l'unanimité de lancer l'été prochain avec d'autres organisations environnementales l'initiative populaire fédérale « Un territoire pour l'être humain et la nature » (Initiative pour le pay-

sage), dont les éléments principaux sont les suivants :

1. La responsabilité de l'utilisation durable du sol sera clairement confiée aux cantons et à la Confédération conjointement (au lieu des cantons seuls comme jusqu'ici).
2. La séparation des zones constructibles et non constructibles ainsi que la protection des terres cultivables seront désormais des objectifs explicites.
3. Pour limiter l'étalement des zones à bâtir, la Confédération devra favoriser une densification de qualité du tissu bâti.
4. De même, elle devra restreindre les possibilités de construire en zone non constructible. A ce sujet, il convient de rappeler que dans les zones aujourd'hui en principe non constructibles, pas loin de 500 000 bâtiments existent déjà et plus de la moitié des demandes de permis de construire concernent des objets à affectation non agricole !
5. Enfin, une disposition transitoire empêchera pendant vingt ans que la surface totale des zones à bâtir ne puisse être agrandie. Cette durée se justifie par le fait que les réserves actuelles de zones à bâtir (60 000 hectares) pourraient loger 2,5 millions de personnes supplémentaires! Certes, une partie des terrains à bâtir ne sont pas disponibles, ou pas situés au bon endroit. Mais la limitation se rapporte à la surface totale, ce qui signifie qu'une extension pourra à tout moment être compensée par une réduction d'autres zones.

Le combat de chacune et chacun

Pour Patrimoine suisse, cette décision est historique. En effet, participer au lancement d'une initiative, à la récolte des signatures et à la campagne de votation est une entreprise d'envergure, qui nécessitera des forces considérables. Qui nécessitera en particulier l'engagement et le dynamisme de tous les membres de Patrimoine suisse !

Nous en appelons à chacune et chacun d'entre vous: cette initiative est essentielle pour sauvegarder nos paysages et préserver un territoire à la fois humain et naturel. Soutenez-la, parlez-en autour de vous et participez à la récolte des signatures! Notre territoire et nos paysages le valent bien!

- Le sol est un bien rare et précieux, préservons-le d'un bétonnage excessif!
- La Suisse est de plus en plus bâtie, gardons pour nos enfants des paysages intacts et libres de toute construction!
- La nature est un bien essentiel, laissons-lui suffisamment de place!

Warum wir die Landschaftsinitiative unterstützen

Ein Land dem Bauen opfern?

Philippe Biéler, Präsident des Schweizer Heimatschutzes, Maracon VD

Wer immer nach dreissigjähriger Abwesenheit in die Schweiz zurückkehrte, würde seinen Augen nicht trauen: Die Landschaft hat sich völlig verändert. Wohn- und Geschäftshäuser, Verkehrs- und Freizeitanlagen sind wie Pilze aus dem Boden geschossen. Ein Ende ist nicht abzusehen. Dem muss endlich wirksam begegnet werden: mit der vom Schweizer Heimatschutz und andern Organisationen lancierten eidgenössischen Volksinitiative «Raum für Mensch und Natur (Landschaftsinitiative)».

Wo im Mittelland, im Jura oder in den Alpentälern kann man den Blick noch schweifen lassen, ohne eine ausufernde Agglomeration zu sehen, eine Verkehrsader, ein Industrie- oder Handelsgebäude, Mastenreihen oder Leitungen aller Art? Und welche Kriterien der Einordnung in die Landschaft, der guten Architektur und der Bauqualität werden noch beachtet? Obwohl sich die bebaubare Fläche nicht unendlich erweitern lässt. Wir aber verhalten uns so, als liesse sie sich jede Sekunde um einen Quadratmeter ausdehnen, um sie mit Asphalt, Beton oder Pflaster überdecken zu können. Doch das ist nicht der Fall.

Zersiedelung der Landschaft

Der Boden wird knapper und ist nicht erneuerbar. Die räumliche Entwicklung, die die Schweiz in den letzten Jahrzehnten erfahren hat, und die rasende Zunahme der überbauten Flächen entsprechen nicht den Zielen einer nachhaltigen Entwicklung. Die Ausbreitung der Bauten und die Vergeudung der Landschaft belasten die Natur und Umwelt, aber auch die Wirtschaft: Die Infrastrukturen (namentlich für den Verkehr) und die über grössere Distan-

zen zu erstellenden Anlagen sind nämlich unwirksam und teuer. Die landwirtschaftlichen Nutzflächen werden immer kleiner. Die Versiegelung der Böden begünstigt Überschwemmungen, und die Menschen sind nicht die einzigen Lebewesen, die dadurch bedrängt werden. Die Felder und Fauna leiden ebenfalls unter der Zerstückelung der Landschaft.

Zudem erweist sich die Wohnform Einfamilienhaus als besonders energie- und bodenhungrig. Vom Boden- bis zum Genfersee werden jährlich 12 000 neue Häuser aus dem Boden gestampft, woraus sich bald ein geschlossenes Siedlungsband ergeben wird. Und St. Moritz, Grindelwald, Verbier oder Saas Fee sind zu dezentralen Quartieren der mittelländischen Agglomerationen geworden. Dem Bedürfnis nach einer immer grösseren Wohnfläche namentlich in zentrumsfernen Ortschaften entsprungen, wird das Einfamilienhaus zusehends zum Alptraum der helvetischen Landschaft.

Der Boden, ein lebenswichtiges Gut

Eine der Ursachen dieser anarchischen Verstädterung wurzelt in den mit ihr verbundenen riesigen Wirtschaftsinteressen. Immobilienhändler und Bodenspekulanten ziehen daraus ihren Nutzen. Allein 2003 wurden in der Schweiz 27 Milliarden Franken in Neubauten gesteckt. Die weiträumige Urbanisierung ist übrigens für diesen Sektor deshalb besonders interessant, weil sie die höchsten Infrastrukturkosten generiert. Die Zersiedelung kommt nicht nur der Natur und der Landschaft teuer zu stehen, sondern auch den Steuerzahlern. Landschaften, Seen und Berge, Wälder und Felder sollten indessen nicht nur als handelbare Konsumgüter betrachtet werden, stellen sie doch eine der wichtigsten Lebensgrundlagen des Menschen dar.

Die in den letzten 30 bis 40 Jahren eingetretenen Veränderungen der Landschaft, der Bodenverbrauch und die Art und Weise des Bauens sind so gewaltig, dass man darüber staunen muss, wie wenig dieser Prozess zu reden gibt. Deshalb gilt es heute, entscheidende Weichen zu stellen, auf dass unser Land auch noch in 20 oder 50 Jahren lebenswert ist. Um den zügel-



Ob im Mittelland (hier Egerkingen), Jura oder in den Alpentälern: der anarchische Urbanisierungsprozess schreitet munter voran (Bild H. Leuzinger)
 Sur le Plateau (ici Egerkingen), dans le Jura comme dans les vallées alpines, l'urbanisation chaotique gagne allègrement du terrain (photo H. Leuzinger)

losen Verbrauch des begrenzten Gutes «Boden» zu bremsen, müssen wir radikal umdenken.

Im Einklang mit unseren Zielen

In seinen 2005 verabschiedeten Leitlinien für die Zukunft setzt sich der Schweizer Heimatschutz dafür ein, dass «die ausufernde Zersiedelung gestoppt wird», «sich die bauliche Entwicklung klar und eindeutig auf die Bauzone konzentriert» und «der Druck auf die Landschaft abnimmt». Denn unsere Vereinigung ist unmittelbar von den Problemen des Landschaftsschwundes, der Verstädterung und der schlechten Raumplanungsqualität betroffen. Ihre Statuten präzisieren übrigens in Artikel 2:

«Der Schweizer Heimatschutz will die Schweiz als gewachsenen Lebensraum schützen, pflegen und unter Wahrung der Würde des Menschen sowie der Natur- und Kulturgüter weiterentwickeln. Er will namentlich:

1. das heimatliche Landschafts- und Ortsbild, geschichtliche Stätten sowie die Kultur- und Naturdenkmäler vor Beeinträchtigungen, Entstellung und Zerstörung bewahren,
2. für eine harmonische Raumordnung (...) eintreten,
4. zielverwandte Bestrebungen im Bereiche des Landschafts-, Natur- und Umweltschutzes (...) unterstützen.»

Was will die Landschaftsinitiative?

Das Erbe von morgen entsteht heute. Die Qualität der Bauten, in denen unsere Kinder leben, die gebaute und natürliche Umwelt, in der sie sich entwickeln, und die Landschaften, die sie beleben werden, all das liegt uns am Herzen. Deshalb hat der Zentralvorstand des Schweizer Heimatschutzes am 31. März einstimmig beschlossen, diesen Sommer mit andern Umweltorganisationen die Volksinitiative «Raum für Mensch und Natur (Landschaftsinitiative)» zu starten. Deren wichtigste Elemente sind:

1. Die Verantwortung für einen nachhaltigen Umgang mit dem Boden ist neu eine Verbundaufgabe der Kantone und des Bundes (heute obliegt sie nur den Kantonen).
2. Die Trennung des Baugebietes vom Nichtbaugebiet sowie der Schutz des Kulturlandes werden fortan ausdrücklich angestrebt.
3. Um die Zersplitterung der Bauzonen zu begrenzen, soll der Bund die Verdichtungsqualität des Baugebietes fördern.
4. Gleichzeitig soll er die Möglichkeiten, ausserhalb der Bauzonen bauen zu können, beschränken. Hier ist daran zu erinnern, dass in diesen Zonen bereits heute 500 000 Ge-

bäude stehen und über die Hälfte der Baugebäude Objekte ohne landwirtschaftliche Nutzung betreffen.

5. Schliesslich verlangt eine Übergangsbestimmung, dass die Gesamtfläche der Bauzonen während 20 Jahren nicht vergrössert werden darf. Dieser Zeitraum ist durch die Tatsache gerechtfertigt, dass die derzeitigen Bauzonenreserven (60 000 Hektaren) 3,5 Millionen zusätzliche Menschen beherbergen könnten. Freilich ist ein Teil der Bauflächen nicht verfügbar oder liegen diese ungünstig. Aber die Begrenzung bezieht sich auf die Gesamtfläche. Das bedeutet, dass eine Ausdehnung jederzeit durch eine Reduktion anderer Zonen kompensiert werden kann.

Es kommt auf jede und jeden an

Für den Schweizer Heimatschutz handelt es sich um eine historische Entscheidung. Denn



eine Volksinitiative zu lancieren, dafür Unterschriften zu sammeln und die Abstimmungskampagne durchzuführen ist ein weitreichendes Unterfangen, das beträchtliche Kräfte binden wird. Vor allem aber bedingt es den Einsatz aller Heimatschutz-Mitglieder. Wir rufen Sie deshalb auf: Diese Initiative ist unerlässlich, um unsere Landschaften zu bewahren und sowohl einen menschenfreundlichen als auch natürlichen Lebensraum zu erhalten. Unterstützen Sie sie, sprechen Sie darüber in Ihrem Umfeld, und beteiligen Sie sich an der Unterschriftensammlung! Unser Lebensraum und unsere Landschaften sind es wert, denn:

- Der Boden ist ein rares und wertvolles Gut; schützen wir ihn vor einer überbordenden Verbetonierung!
- Die Schweiz ist mehr und mehr gebaut; bewahren wir für unsere Kinder intakte Landschaften und solche, die unbebaut bleiben!
- Die Natur ist ein wichtiges Gut; lassen wir ihr genügend Raum!

Die Initiative strebt unter anderem an, der Zersplitterung der Bauzonen wirksam entgegenzutreten (Bild H. Leuzinger)
L'initiative vise notamment à contre efficacement l'éparpillement des zones construites (photo H. Leuzinger)